

Chapitre 8

Démocratie locale et action civique mondiale

Les applications politiques d'Internet ont aussi été expérimentées dans les administrations locales qui sont plus près des préoccupations des citoyens ce qui devrait en théorie être plus propice à l'innovation et à la participation des citoyens. La nature des fonctions exercées par les gouvernements locaux comme la gestion de la voirie, de la police, des services d'incendie, de l'enlèvement des ordures ont des effets plus directs et plus tangibles sur la vie des citoyens que la politique étrangère, la politique de défense ou la gestion des quotas de pêche. Les citoyens ont aussi un accès plus immédiat à leurs administrations locales, car en raison de la proximité géographique, ils peuvent assister aux délibérations du conseil municipal, exiger plus facilement la tenue de référendums sur des questions litigieuses ou même dans les grandes villes participer à des consultations publiques, soit dans le cadre de comités spécialisés, soit dans des comités de quartier. Mais paradoxalement, ces possibilités institutionnelles sont peu utilisées dans les faits, car il n'y a qu'une infime proportion des citoyens qui s'en prévalent, comme l'atteste le fait que les taux de participation aux élections municipales soient toujours inférieurs à ceux des élections nationales, provinciales ou fédérales. Internet pourrait être un moyen de corriger cette situation en facilitant l'interaction entre les administrations locales et les citoyens.

L'équipe de recherche de Hale, Masso et Weare ont réalisée en 1997 une analyse de contenu de 290 sites de villes californiennes¹²² afin de vérifier si, à ce niveau de pouvoir, qui est réputé être plus près des préoccupations des citoyens, Internet avait favorisé des changements réduisant les distances dans les relations entre les autorités politiques et leurs commettants. Les auteurs s'intéressent à trois niveaux de communication : la communication horizontale, la communication verticale et la communication délibérative afin d'évaluer la contribution d'Internet au renouveau de la démocratie municipale. Ils estiment que leur terrain d'expérimentation est particulièrement favorable aux thèses des cyberoptimistes qui prévoient une revitalisation du processus démocratique puisque la Californie est souvent à l'avant-garde des innovations tout particulièrement sur le plan technologique. Ils soutiennent qu'en théorie Internet a effectivement le potentiel technique permettant de reconnecter les citoyens entre eux et avec leurs représentants, de faciliter l'accès à l'information et d'améliorer les interactions sociales. Mais qu'en est-il dans les faits?

Les sites municipaux peuvent-ils améliorer l'éducation civique? Quel types d'informations y retrouve-t-on? Les auteurs ne cachent pas leur déception quant à la qualité de l'information diffusée : "There was very little information regarding elected officials. Voting, election results or fee schedules. Thus, municipal web pages do not appear to provide even basic civic information, a role for which they would appear to be ideally suited."¹²³ Ainsi, moins de la moitié (47.4%) des sites contenaient des informations sur les

¹²² Matthew Hale, Juliet Musso et Christopher Weare, "Developing Digital Democracy: Evidence from Californian municipal web pages", dans Barry N.Hague et Brian D.Loader, *Digital Democracy*, London, Routledge, 1999, p 96-116.

¹²³ *Ibid.* p.109.

délibération du conseil municipal, 16% présentaient le budget, 33% décrivaient les différents services.

Les auteurs ont tenté de vérifier si les sites municipaux favorisaient la communication horizontale entre les citoyens et amélioraient la vie associative. Ils ont utilisé comme indicateurs la présence d'informations et de liens avec divers types d'organisations comme les comités de citoyens, les organismes de charité, les organisations religieuses, les organisations de quartier, les amicales et les groupes parrainés par la municipalité. Ils ont constaté que cet aspect était peu développé puisque environ 30% des sites seulement contenaient ce type d'informations. Ils estiment qu'Internet n'a pas réussi à enrichir la vie associative et à développer les canaux de communication horizontaux, car seulement 20% des sites contenaient trois liens ou plus alors que 44% n'en contenaient qu'un seul. L'interactivité n'était pas non plus au rendez-vous : 2.6% des sites offraient la possibilité de participer à un groupe de discussion et 9.3% mettaient à la disposition des citoyens un babillard électronique où ils pouvaient afficher des messages.

Les sites des municipalités servent surtout à diffuser de l'information verticale : plus de 50% des sites contenaient de l'information sur les principaux services municipaux. A cet égard, les services les plus favorisés étaient les services de loisirs et de culture qui se retrouvaient répertoriés dans 80% des sites, le service de développement économique 65%, le service de police 62%. Les sites fournissaient aussi des informations sur les autres paliers de gouvernement : l'État 29%, le fédéral 28%. Mais il y a une grande variation de richesse d'information puisque 35% des sites proposaient des informations sur quatre services ou moins .

Ils ont aussi cherché à savoir comment Internet avait pu accroître la participation des citoyens aux délibérations. Ils observent que les sites municipaux n'exploitent pas les possibilités de communication

délibérative, car 44% des sites n'offrent pas la possibilité de contacter le maire, les conseillers (40), le directeur général 49%. Les sites qui offrent ce canal de communication proposent de le faire avec des moyens de communication traditionnels comme le téléphone ou le courrier postal. Une adresse électronique existe dans environ 20% des cas de même que la possibilité de remplir des formulaires électroniques.

Jusqu'à présent, au Canada, les administrations municipales ont été très prudentes pour ne pas dire timides dans l'expérimentation des usages d'Internet. Les sites municipaux se limitent le plus souvent à disséminer des informations sur les membres du conseil municipal, sur les différents services offerts, sur les associations communautaires et sur les avantages que la municipalité offre aux éventuels investisseurs. Mais ils n'exploitent pas les possibilités interactives du système et ne favorisent pas une plus grande participation des citoyens à la délibération. Les sites municipaux fonctionnent sur le modèle de la communication hiérarchique et non sur le modèle de la communication horizontale. Ils offrent de l'information sur la ville, sur ses attraits touristiques ou sur son potentiel économique, afin d'attirer des investisseurs, mais ils permettent peu d'interactivité.

La même situation prévaut en France où la communication électronique municipale a été plus orientée par des finalités de développement économique que par l'amélioration de la qualité de la vie démocratique, cet objectif arrivant au 5^e rang des préoccupations éditoriales des municipalités ayant participé à une enquête réalisée pour le compte de l'Association des maires des grandes villes.¹²⁴ Après avoir analysé le contenu des sites Internet des municipalités françaises, Gérard Loiseau constate que c'est la vocation promotionnelle qui est privilégiée : " La séduction de

¹²⁴. Voir Gérard Loiseau, " La démocratie électronique municipale française : au delà des parangons de vertu ", *Hermès*, no 26-27, 2000, p. 215.

partenaires économiques potentiels susceptibles de vivifier le tissu économique et social prime sans conteste sur l'approfondissement de la démocratie municipale".¹²⁵

Mais, certaines villes "numérisées", comme Barcelone, Parthenay et Issy-les-Moulineaux ont tenté des expériences plus innovatrices en exploitant les fonctionnalités interactives d'Internet. À Barcelone, le site de la ville offre aux citoyens la possibilité d'intervenir dans l'élaboration des projets de loi. À Parthenay, la commune agit à titre de fournisseur d'accès offrant aux citoyens un accès gratuit à Internet ainsi que des postes de travail librement accessibles dans des lieux publics pour ceux qui ne possèdent pas d'ordinateur et qui désirent faire l'apprentissage d'Internet. Le site de la ville "intownnet" offre des services d'information et des forums de discussion. À Issy-les-Moulineaux, les citoyens peuvent, grâce à Internet, assister de chez eux, en temps réel, aux délibérations du conseil municipal sur le budget et questionner leurs élus avant qu'ils prennent la décision. Des interruptions de séances sont prévues pour permettre aux conseillers municipaux de répondre aux questions qui leur sont posées.¹²⁶

L'analyse des expériences dans cinq grandes villes : Amsterdam, Berlin, Bologne, Philadelphie et Santa-Monica. menée par Tsagarousianou et ses collaborateurs¹²⁷ montre que les espoirs des cybertimistes quant à l'amélioration de la qualité de la vie démocratique sont encore virtuels. Le cas de Santa-Monica est très révélateur puisque le Public Electronic Network y existe depuis 1989, mais en dépit d'un contexte éminemment favorable et des investissements faits par la municipalité pour faciliter l'accès du public aux nouvelles technologies comme l'installation de

¹²⁵ *Ibid*, p.224.

¹²⁶ *Libération*, 31 octobre 1997.

¹²⁷ *Cyberdemocracy, Technology, Cities and Civic Networks*, London Routledge, 1998.

terminaux dans des lieux publics et la mise sur pied de cours gratuits d'initiation, seulement 5 % des résidents sont des utilisateurs du PEN et ceux-ci, selon Doctor et Dutton, ne sont pas de nouveaux participants au processus politique¹²⁸. Le cas de Santa Monica a aussi révélé les effets pervers d'Internet, car en raison des exigences du premier amendement de la constitution américaine, qui garantit la liberté d'expression, les administrateurs du site municipal n'ont pas voulu dans un premier temps censurer la communication des citoyens. Mais l'absence de contact interpersonnel face à face et le relatif anonymat d'Internet ont incité certains usagers à manquer de civisme et à tenir des propos agressifs ou diffamatoires envers d'autres citoyens ce qui a entraîné le retrait du processus délibératif de ceux qui se sentaient offensés ou qui jugeaient cette rhétorique des attaques personnelles inacceptable. "People are less likely to fear social consequences of their rude or uncivic remarks in electronic communications as opposed to face-to-face communication because electronic communications are perceived to be more impersonal and ephemeral."¹²⁹ Par sa nature même, Internet réduit l'efficacité du contrôle social et encourage les modes d'expression radicaux ou excessifs. Ainsi, au lieu de favoriser la participation et la délibération du plus grand nombre, Internet a été accaparé par un groupe de velléitaires et a été détourné de son objectif de départ. Les autorités municipales durent se résoudre à introduire un modérateur pour enrayer le déclin de la participation.

Jusqu'à présent, les municipalités ont été plus intéressées par les possibilités de diffusion de l'information et de transaction avec les citoyens que par le potentiel d'interactivité qu'offre Internet.

¹²⁸ Voir *Ibid.* p. 143.

¹²⁹ *Ibid.*, p.145.

Le cybermilitantisme : Internet et la contestation sociale

À l'ère d'Internet, l'activisme politique n'est plus confiné au territoire des États et les frontières nationales ne sont plus des obstacles à la mobilisation et à la communication. Pour faire face au phénomène de la mondialisation, les mouvements sociaux ont dû inclure Internet dans leur stratégie de contestation. Cette déterritorialisation de l'action politique a été illustrée par les mouvements de protestation contre l'AMI en 1996-97, contre l'Organisation mondiale du commerce à Seattle en 1999, contre le Sommet des Amériques à Québec en avril 2001 et au Sommet de Gênes en juillet 2001 où plus de 100000 manifestants anti-mondialisation ont fait le siège de la conférence du G-7. Selon Jeffrey Ayers, l'efficacité de ces mobilisations est due en grande partie à Internet.¹³⁰

Même si l'utilisation d'Internet par les mouvements de contestation sociale est encore marquée par le fossé numérique et que la très grande majorité des sites Web voués à la contestation sociale proviennent des pays développés¹³¹, Internet permet néanmoins la création d'une communauté politique virtuelle qui franchit les frontières culturelles et géographiques et engendre de nouveaux réseaux de solidarité internationale.

Le premier mouvement de contestation qui s'est servi avec succès d'Internet fut la rébellion "zapatiste" au Chiapas qui avec des moyens limités a réussi à faire connaître son existence et ses objectifs à l'opinion publique internationale. Le commandant

¹³⁰ Jeffrey Ayers, "Transnational Activism in the Americas : the Internet and Mobilizing Against the FTAA", communication présentée au congrès de l'Apsa, San Francisco, sept, 2001.

¹³¹ Voir à ce sujet Peter Smith et Elizabeth Smythe, "Globalization, Citizenship and Technology : the MAI meets the Internet", *Canadian Foreign Policy*, vol. 7, no 2, p.83-105.

Marcos a réussi à attirer l'attention et la sympathie des médias étrangers en expliquant la situation déplorable imposée par le gouvernement mexicain au peuple Maya. Sans cette opération de relations publiques internationale, le gouvernement mexicain n'aurait sans doute pas accepté d'ouvrir des négociations de paix avec le chef de cette rébellion en 1996 et aurait pu pratiquer impunément une répression sanglante. Internet s'avérait être une arme qui pouvait tenir tête à une armée professionnelle. Un simple ordinateur portable branché sur le briquet d'une voiture permettait de s'adresser au monde entier et de contourner les obstacles physiques à la communication. Les communiqués du commandant Marcos pouvaient être reçus par les journalistes, les organisations humanitaires et les partis politiques des sociétés démocratiques. La contestation sociale se libérait du contrôle de l'information par la presse officielle et pouvait s'adresser directement à l'opinion publique tant nationale qu'internationale afin de mobiliser son soutien. "The Internet brought the whole world to the doorstep of Chiapas. Perhaps the greatest value of the Internet during periods of social strife is its ability to mobilize public opinion and bring pressure to bear on authorities to act cautiously ;" Selon Knudson, les lettres symbolisant Internet WWW signifient dès lors "whole world watching"¹³² Internet met fin à l'ère de la politique derrière les portes closes. Les gouvernements ne peuvent plus agir comme ils l'entendent à l'abri de leur frontière ou de leur contrôle sur l'information.

La Toile offre un mode de communication particulièrement bien adapté aux nécessités de l'activisme politique puisque les frais de construction et d'utilisation d'un site sont à la portée de tous les groupes qui ont une cause à défendre. On peut donc s'en servir pour mobiliser des appuis à la contestation de l'ordre établi.

¹³² Jerry W. Knudson, "Rebellion in Chiappas : Insurrection by Internet and Public Relations" *Media, Culture and Society*, 1998, vol.20, p.507-518.

Dans les pays soumis à un régime autoritaire ou même semi-démocratique, Internet est un substitut à la liberté de la presse et permet de maintenir un minimum de liberté d'expression. Même si ces États tentent de contrôler l'usage de la Toile, les sites contestataires peuvent déjouer la censure. C'est ce que de jeunes contestataires ont réussi à faire en Tunisie en installant leur site "Taksiz.org" qui veut dire "ras le bol" sur des serveurs situés en Oklahoma. Ce site dénonce la bureaucratie, la corruption de la police et il attaque les médias traditionnels qui sont inféodés au pouvoir. Internet libère les contestataires des contraintes imposés par le cadre territorial et par les supports traditionnels de la communication.¹³³

Les organisations de défense de droits humains peuvent grâce à Internet relayer les dénonciations des atteintes aux droits de l'homme même lorsqu'il s'agit de pays totalitaires fermés à la presse internationale.

Internet est aussi utilisé pour organiser des campagnes éclairées en connectant et en regroupant des gens qui sont d'accord sur un enjeu particulier et qui veulent protester en envoyant des pétitions. On a ainsi organisé une pétition à l'échelle mondiale contre l'usage et la production des mines personnelles ou pour le respect des droits de l'homme au Timor Oriental. En France, on a créé un site voué à la cause des travailleurs licenciés de Danone qui a reçu 20000 visiteurs par jours.

L'efficacité d'Internet dans la mobilisation a aussi servi la contestation des puissances économiques mondiales en permettant l'irruption des masses dans les grands sommets économiques organisés par le G-7, le FMI ou l'OMC. Une société civile globale serait en train de naître en réponse à la mondialisation des économies. Les activistes, à l'occasion de ces grands sommets ont

¹³³ Voir *Le Monde*, 22 septembre 2000.

utilisé la Toile pour publiciser leurs manifestations, pour solliciter des bénévoles, pour organiser la logistique des déplacements des manifestants, pour distribuer des tracts qui à leur tour sont rediffusés par les militants et enfin pour informer les médias et obtenir une couverture nationale et internationale.

Internet ne remplacera jamais, les relations directes face-à-face qui ont l'avantage de renforcer les liens de confiance entre les groupes d'activistes. De la même façon, les manifestations se feront toujours dans un lieu physique de sorte que les manifestants se recruteront principalement en fonction de la proximité géographique où l'événement a lieu. Si l'organisation, la concertation et la communication peuvent être déterritorialisées, l'action elle se déroulera toujours dans une communauté politique réelle. Quoiqu'il en soit, Internet constitue un nouvel espace public où le discours critique peut circuler librement.